

Le refondationnalisme post-péroniste. Du mythe de la « table rase » à l'instauration d'une « sur-mémoire »

Morgan Donot

CREDA CNRS – UMR 7227 Paris 3 – Sorbonne Nouvelle

De par le contexte d'émergence de Carlos Menem (1989-1995) et de Néstor Kirchner (2003-2007) marqué par une crise de grande ampleur de l'ensemble de la société argentine, ces deux présidents ont dû faire montre d'une volonté de rassembler tous les Argentins autour d'une nouvelle conception de la Nation. Nous avons ici choisi d'analyser la mise en scène de la thématique du passé dans les discours de ces deux leaders, étant donné que cette question renvoie à des manières de penser, de créer et de sentir l'histoire et la culture argentines. Dans ce cadre, nous nous centrerons, plus particulièrement, sur la révision du passé en lien avec la dictature militaire (1976-1983).

Il faut ici insister sur l'une des caractéristiques communes à tous les présidents argentins depuis la transition à la démocratie quelles que soient leurs trajectoires et leurs orientations politiques : leur vocation refondationnelle¹ (Parlermo, 2007 : 96). Du fait des nombreuses crises qui émaillent l'histoire politique récente de l'Argentine, Carlos Menem et Néstor Kirchner ont cherché à interpeller leur auditoire, *leur peuple*, en lui proposant un recommencement, une nouvelle histoire, sur des bases renouvelées, laissant en arrière et pour toujours les maux qui ont marqué l'étape précédente, afin de s'engager sur un nouveau chemin et de parvenir enfin à l'unité de tous les Argentins et de donner naissance à une nouvelle Argentine, celle que lui promet le destin, son destin de grandeur². Il apparaît donc que le mythe de grandeur de ce pays, omniprésent dans les imaginaires institués du pays et par là même dans tous les discours des présidents argentins – avec bien entendu des différences d'intensité –, est l'une des thématiques phares pour qui veut comprendre les mutations diachroniques des imaginaires propres à la société argentine (mais pas seulement) et constitutifs du sens de l'idée de Nation.

Nous reprenons ici le concept d'imaginaire instituant développé par Castoriadis, dans le sens de production de sens, de création d'un monde de significations, c'est-à-dire que chaque société « se fait être aussi comme mode d'être » dans et par le représenter/dire social et le faire social » (Castoriadis, 1975 : 494). C'est donc ce « magma de significations » en référence au passé et, plus particulièrement, au passé proche de la dictature qu'il nous intéresse ici de décrypter, dans sa dimension de représentation du monde social, à travers l'analyse du langage qui a un double rôle : il est un lieu d'inscription des représentations, mais en même temps il participe à la construction de ces représentations, de même que, si le discours est une activité conditionnée par le contexte, c'est aussi en soi une pratique sociale qui transforme ce même contexte (Maingueneau, 2009 [1996] : 35).

Dans ce cadre et selon une approche argumentative concevant la rhétorique comme art de persuader, dans la lignée des travaux fondateurs d'Aristote (2007), mais aussi de Perelman et d'Olbrechts-Tyteca (2008 [1958]), nous pouvons nous demander de quelles manières Carlos Menem et Néstor Kirchner ont-ils mis en discours leurs vocations refondationnelles ? Mais aussi, quels imaginaires ont-ils récupérés afin de parvenir à instaurer un nouvel imaginaire et quelles sont les valeurs, les faits historiques, les traditions qu'ils ont occultés – sciemment ou non – dans leur volonté de se présenter comme les fondateurs d'un nouvel ordre dénommé postérieurement le ménémisme et le kirchnérisme ?

Le corpus de cette étude est composé d'une sélection d'allocutions de Menem et de Kirchner couvrant l'intégralité de leurs mandats (1989-1995 – 2003-2007). Pour mener à bien ce travail, dans un premier temps, on s'intéressera à ce que l'on a appelé l'instauration du mythe de la « table rase » chez Carlos Menem. Puis, dans un second temps, on analysera la manière dont Néstor Kirchner a installé une politique de « sur-mémoire » dans l'Argentine du début du XXI^e siècle.

L'instauration du mythe de la « table rase »

Afin de mettre en lumière la manière dont Carlos Menem a cherché à instituer un nouveau modèle de pays, nous prenons en compte les relations qui se donnent à voir entre ses discours et ses actions, d'une part, et les thématiques de l'histoire, du passé, de la mémoire et bien évidemment de l'oubli, d'autre part. Pour ce faire, dans un premier temps, nous voyons la mise en œuvre d'une tentative refondationnelle de réécriture ou d'effacement de l'histoire du pays et, dans un second temps, nous nous intéressons, plus spécifiquement, aux dires et aux actions politiques de ce président quant à la thématique des droits de l'homme, dans une volonté de reconstruire l'unité nationale de tous les Argentins.

« *L'histoire est une page en blanc* »

Les liens que Carlos Menem a entretenus durant l'intégralité de son mandat avec la thématique du passé assument une valeur refondationnelle : il s'agissait pour ce président arrivé au pouvoir dans un contexte de crise hyperinflationniste de se présenter comme le sauveur de la Nation. En effet, la crise hyperinflationniste parvient à son apogée en 1989 où la hausse mensuelle des prix atteint 78,5% en mai, 110% en juin, 196% en juillet (Sigal et Kessler, 1997 : 12). Cette présentation de lui-même se double également d'une image du pays renouvelée, laissant en arrière les souvenirs d'une époque révolue et honnie, symbolisée par l'instauration du Processus de Réorganisation Nationale du 24 mars 1976. Si les références aux événements qui ont eu lieu à cette époque sont récurrentes dans l'ensemble du corpus analysé, elles n'apparaissent que lorsqu'elles servent les visées persuasives de ce leader, comme, par exemple, quand il mentionne son passé douloureux en tant que victime qui fut privée de sa liberté par la dictature. Mais, ces dernières n'ont pas vocation à modifier la vision existante dans le pays sur ce moment dramatique de son histoire. Au contraire, Menem essaie d'annihiler le passé afin de se tourner, de se projeter vers le futur, raison pour laquelle il déclare dès son discours d'investiture :

L'histoire ne vit pas seulement dans les livres, dans les lauriers sacrés, ou dans notre mémoire. *L'histoire est aussi une page en blanc* : celle que nous n'avons pas encore écrite depuis notre présent. C'est également un rêve nouveau : celui que nous n'avons pas encore concrétisé et dont nous rêvons pour notre futur. L'histoire est aussi défi, épreuve, attrait, énergie et moteur pour édifier, pierre par pierre, une Argentine de tous pour tous (8 juillet 1989)³.

Carlos Menem travestit ici le sens du terme histoire qui renvoie à la connaissance du passé, et s'il est vrai que « [t]oute histoire est choix. Elle l'est, du fait même du hasard qui a détruit ici, et là sauvegardé les vestiges du passé. Elle l'est du fait de l'homme : dès que les documents abondent, il abrège, simplifie, met l'accent sur ceci, passe l'éponge sur cela » (Febvre, 1992 [1952] : 6-7), elle n'est en rien une page en blanc, mais est partie prenante de la mémoire collective d'une société. « L'histoire est une page en blanc » apparaît donc comme un synonyme de la métaphore de la table rase qui considère le passé comme nul et inexistant et qui prétend tout créer à nouveau. Cette position idéologique donne à voir une stratégie d'effacement du passé, alliant pragmatisme politique et messianisme religieux.

Carlos Menem affirme cette même prétention d'abolir les faits passés dans ses relations avec les militaires, corporation fortement décriée dans la situation de communication de l'époque de par la mémoire de la dictature qui lui est attachée :

Comme commandant en chef des Forces Armées, je viens aujourd'hui fermer un chapitre de notre histoire. Comme président de tous les Argentins, je viens fermer pour toujours, pour toujours, une blessure qui durant de nombreuses années, nous frustra, nous abattit, nous déchira. Je viens fermer le chapitre absurde de la division cruelle entre tous les Argentins. Entre les Argentins civils et les Argentins militaires. En définitive, entre tout le peuple Argentin. Entre un peuple argentin qui ne veut plus continuer à payer le prix du passé. Entre un peuple argentin qui n'en peut plus de la frustration, de la rancœur, du ressentiment, de l'anarchie, du chaos et de la décadence (1^{er} novembre 1989).

Cet extrait est le symbole d'une apologie de l'unité nationale qui se transforme en pilier discursif de la rhétorique ménémiste. Par l'usage de parallélismes de construction et du procédé de la répétition, il prône la réconciliation nationale et l'oubli du passé néfaste du pays. La parole de Carlos Menem prend ici la valeur de la bonne parole, la révélation de la volonté divine – ou ménémiste – qui indique le chemin à suivre, tel un homme de Dieu guidant ses ouailles, de par l'utilisation de l'emphase qui révèle une certaine théâtralisation de l'activité discursive ménémiste censée induire chez son auditoire de l'émotion. Menem fait donc le serment aux Argentins que si l'on tourne la page du passé, on parviendra à refonder, à régénérer le pays. La rhétorique de ce président use et abuse de la valorisation, des vertus de l'oubli, qui apparaît comme l'une des caractéristiques principales du refondationnalisme ménémiste.

Le « pardon » en tant que politique de mémoire du gouvernement ménémiste

Menem favorisa comme axe central de sa gestion la mise en œuvre d'un processus de réconciliation nationale qui s'est matérialisé par la grâce⁴, à travers une série de dix décrets sanctionnés entre le 7 octobre 1989 et le 30 décembre 1990, accordée à un grand nombre de responsables de violations des droits de l'homme. Comment Carlos Menem est-il parvenu à légitimer ses choix quant au solde du passé dictatorial dans l'Argentine des années quatre-vingt-dix ? Le premier élément qu'il convient de remarquer, c'est que cette mesure politique n'est que très peu présente dans l'intégralité du corpus analysé : la famille étymologique de la grâce (« grâce », « gracier », « graciés ») ne revenant qu'à six reprises dans le corpus. Quelle a été la mise en discours de la justification de cette politique ?

Il a fallu gracier et j'ai assumé la responsabilité de la grâce, parce que je suis les enseignements de Perón ; pour un argentin, il n'y a rien de mieux qu'un autre argentin. Et je demande au peuple qu'il me suive pour que nous puissions consolider l'unité nationale (8 juillet 1991).

Dans ce premier extrait, deux arguments apparaissent ; le premier se réfère à l'argument d'autorité. Carlos Menem indique ici que cette mesure était une obligation puisqu'un Argentin ne peut pas porter préjudice à un autre Argentin. Cela renvoie explicitement à Juan Perón qui, lors de son retour en Argentine après dix-sept ans d'exil, déclare la fin de l'« inexplicable antinomie » entre péronistes et non-péronistes en reconnaissant une nouvelle entité : les non péronistes : « Nous avons établi que pour un justicialiste, il n'y a rien de mieux qu'un autre justicialiste. Mais maintenant nous changeons et nous disons que pour un Argentin il ne doit rien y avoir de mieux qu'un autre Argentin » (15 septembre 1973). Ainsi, grâce à cet argument quelque peu fallacieux, qui revient à énoncer que Perón aurait lui aussi gracier les responsables des violations contre les droits de l'homme, Menem justifie sa politique. La seconde partie fait implicitement le lien entre l'application des grâces et l'unité nationale : à travers cette association, le peuple ne peut qu'approuver le premier terme puisqu'il tend au second. La force de l'argumentation de cet ex-président réside dans sa simplicité combinée à l'emphase de son style politique.

Passons maintenant au second extrait que nous avons sélectionné :

Nous avons agi de manière décidée, nous n'avons pas eu une série d'attitudes, dirais-je, peu claires, parce qu'on parlait de la pacification et personne n'avait le courage de sceller la pacification de la République Argentine et, par conséquent, est née une législation qui fut appelée obéissance due et point final, avec des résultats indignes : des personnes à qui l'on imputait le même délit, certaines étaient en prison et d'autres hors de prison. De cette manière, nous n'allions pas pacifier la République Argentine et j'ai toujours eu à l'esprit les paroles de Perón : « l'unité nationale ». J'ai joué, j'ai joué le tout pour le tout ; j'ai appliqué une politique de grâce pour en finir avec cette série d'atrocités (15 septembre 1992).

En plus du recours au classique argument d'autorité, la justification de Carlos Menem passe ici par une stratégie de dénigrement de l'autre qui, s'il n'est pas nommé de manière explicite, renvoie au président Raúl Alfonsín, coupable, selon Menem, de n'avoir pas su ou pu construire l'unité nationale. Il reproche à ce dernier d'avoir eu des attitudes ambiguës entre châtement et tolérance de par la mise en place des lois « d'obéissance due » et « du point final »⁵. De plus, il inverse la rhétorique, entre autres, des associations de défense des droits de l'homme, à savoir que si ces deux argumentations partent de la même prémisse : ces lois sont injustes, la seconde est opposée : car elles accordent l'impunité à un grand nombre de responsables / ou car un grand nombre de coupables sont libres, la conclusion est donc elle aussi contradictoire : il faut donc abroger ces lois et juger tous les responsables / il faut tous les gracier dans un souci d'équité. De cette manière, il justifie sa politique de grâce qui apparaît comme la meilleure façon de réconcilier la société et, par là même, d'en finir avec les horreurs du passé.

Que ce soit dans le traitement des thématiques du passé, de l'histoire et de la mémoire ou dans la mise en discours et en acte des politiques gouvernementales de mémoire, Carlos Menem a prôné l'oubli par sa volonté de ne pas faire acte de mémoire et de ne pas mener ce que l'on appelle une « politique de mémoire » et le pardon de par sa recherche constante et inébranlable de la réconciliation nationale coûte que coûte. Par là même, commençait à se faire jour un imaginaire proprement ménémiste sur la base de ces traits constitutifs.

Du devoir de mémoire à l'imposition d'une « sur-mémoire »

Néstor Kirchner ne fit pas exemption à la règle de la tradition refondationnelle des présidents argentins, cependant, c'est sur des bases novatrices qu'il a fait montre de sa volonté d'ériger une Argentine nouvelle, des bases que ni Raúl Alfonsín ni Carlos Menem n'avaient mobilisées avant lui. Quel fut le rôle discursif de la mobilisation du passé dans les discours de Néstor Kirchner et quelles sont les valeurs sur lesquelles il s'est appuyé pour imposer un nouveau modèle de pays durant la première décennie du XXI^e siècle ?

Une politique officielle de révision du passé

Nous allons maintenant analyser la mise en discours du passé et de la mémoire élaborée par cet homme politique. En premier lieu, il est manifeste que ces thématiques sont surreprésentées dans le « corpus Kirchner » en comparaison avec le « corpus Menem », mais elles sont mobilisées selon des finalités en clair décalage. Dès son discours d'investiture, Néstor Kirchner annonce : « Le 27 avril, les citoyennes et les citoyens de notre patrie, dans l'exercice de la souveraineté populaire, décidèrent une avancée ferme vers la nouveauté, de tourner la page de l'histoire » (25 mai 2003). Cet extrait pourrait donner à voir une rhétorique similaire à celle de Carlos Menem consistant en une volonté de faire « table rase » du passé pour se diriger vers un futur de grandeur, mais tel n'est pas le cas, il est seulement le symbole de la tentative régénérationniste présente chez ces deux présidents et de la récurrence du

mythe de l'âge d'or de l'Argentine, promise à un destin glorieux. En effet, Kirchner indique la voie à suivre pour refonder le pays, voie opposée à celle de Carlos Menem :

Pour cette raison, je ressens cette sensation, la sensation que nous sommes en train de faire quelque chose que nous devons faire, mais je ressens également la colère face à ce que nous devons faire, parce que nous, les Argentins, nous n'avons pas été à la hauteur de l'*histoire* et des circonstances. Dieu veuille que cela serve pour générer le pont définitif pour construire une Argentine absolument différente. C'est un pas supplémentaire dans la lutte que nous sommes en train de mener, mais *nous devons savoir ce qui s'est passé, ce qui est arrivé dans chaque maison, dans chaque lieu, dans chaque centre de détention* (16 décembre 2003).

Ainsi, la construction du pays ne peut se faire sans un travail de mémoire et de révision du passé. Cet extrait, à forte valeur émotionnelle, met en scène un impératif du devoir, de l'obligation morale, par la répétition à trois reprises de l'expression « devoir que » qui renvoie à une obligation personnelle, c'est-à-dire que la personne soumise à l'obligation est clairement mentionnée, en l'occurrence l'ensemble des Argentins mobilisé dans ce « nous » inclusif. De plus, la présence du terme « lutte », qui renvoie au champ lexical de la lutte sociale, indique que le gouvernement kirchnériste cherche à faire de la révision du passé son cheval de bataille. Ainsi, à une écriture a-historique du passé du pays prônée par Carlos Menem, Néstor Kirchner oppose une politique officielle de révision du passé dans laquelle l'histoire n'est plus une page en blanc, tout au contraire, le gouvernement veut et doit faire la lumière sur chaque acte, chaque fait qui a eu lieu sous le Processus de Réorganisation Nationale.

La présence du passé dans le « corpus Kirchner » renvoie également aux politiques néolibérales mises en œuvre par Carlos Menem dans l'Argentine des années quatre-vingt-dix, puisque la construction de la figure de Kirchner passe, entre autres, par une image de lui comme un anti-Menem. Cependant, ce qui apparaît comme novateur dans la mobilisation du passé effectuée par ce président, est l'association qui est faite entre le passé dictatorial du pays et le passé récent ménémiste :

à ces Argentins qui sont restés jour après jour, à partir de 1976, quand commença le projet de la patrie financière et de l'exclusion sociale qui se consolida dans la décennie passée, qui ne baissèrent pas les bras [...] Les Argentins, nous devons faire acte de mémoire pour que ces faits n'arrivent plus jamais (25 mai 2007).

Dans cet extrait, le rejet du passé débute en 1976 au moment de l'instauration de la dictature militaire dans le pays et se poursuit durant les mandats présidentiels de Carlos Menem ; ainsi, Néstor Kirchner associe ces deux époques de l'Argentine sans égard pour la réalité historique, puisque, quels que soient les choix de Menem et leurs conséquences sur la réalité des Argentins, ce gouvernement ne peut être comparé à celui du Processus de Réorganisation Nationale coupable des pires atrocités commises sur la population civile. Mais, Kirchner ne s'arrête pas là, déclarant quelques mois plus tard :

L'approfondissement de la crise commença en 1976, et même avant, mais elle s'est encore accrue à partir de la décennie des années quatre-vingt-dix, qui fut très grave, et elle acheva de se cristalliser lors de la claudication de l'Alliance (23 octobre 2007).

Sont ainsi comparés tous les gouvernements qui se sont succédé depuis le coup d'État militaire, incluant la gestion radicale de Raúl Alfonsín comme celle de Fernando de La Rúa. C'est donc à partir de cette double rupture, une première renvoyant au passé plus lointain et une seconde englobant tous les gouvernements depuis la transition à la démocratie, que Néstor Kirchner a resignifié le passé de crise en s'érigeant en unique défenseur des droits de l'homme et en garant de la lutte contre l'impunité et pour la mémoire et la justice.

Si cette lecture du passé est bien évidemment erronée⁶, cela n'empêche qu'elle permet à Néstor Kirchner d'instaurer et / ou d'imposer une politique officielle de révision du passé qui sert ses objectifs : donner à son gouvernement et au présent du pays une nouvelle signification sur les bases de la re-dignification d'une attitude morale (Palermo, 2007 : 121).

Vers une « re-dignification » de la société argentine

Le thème de la mémoire, avec tous ses corollaires : la fin de l'impunité, le respect des droits de l'homme, la justice, une politique de réparation, est omniprésent dans le corpus sélectionné et donne à voir l'importance nouvelle que cette thématique a acquise sous le gouvernement de Néstor Kirchner. Nous ne détaillerons pas ici les différentes mesures qui ont été prises en ce sens, mais on se concentrera sur les valeurs sur lesquelles s'est appuyé ce gouvernement pour mener à bien la « re-dignification » de la société argentine. Et ses valeurs sont principalement celle de la génération des années soixante-dix à laquelle Kirchner appartient.

Ainsi, après avoir énoncé dès son discours d'investiture son appartenance à cette « génération décimée » et sa volonté que son gouvernement soit fondé sur ses valeurs et ses convictions, il fait de ces thématiques la pierre angulaire de sa rhétorique :

Pour cela, comme Argentin, comme militant engagé dans ce temps et dans cette époque, qui n'élude pas mon histoire, j'étais jeune comme tant d'autres jeunes, et je ne me défais pas de ma responsabilité de par l'âge que j'avais parce que cela serait un acte de réductionnisme historique, j'assume ma responsabilité, l'âge que j'avais et l'engagement que j'avais avec cette génération qui fit des choix et *se trompa*, mais qui eut la dignité de vouloir, de créer, de consentir, de proposer ses idées à la société pour essayer d'apporter le changement dont l'Argentine avait besoin, et qui fut salie par les agresseurs, par ceux qui ne comprenaient pas que l'Argentine se construisait dans la paix, dans l'amour et avec des pensées supérieures (1^{er} mars 2006).

Ce qui apparaît explicite ici est l'apologie du *setentisme*, c'est-à-dire de l'activité politique des années soixante-dix en lien avec l'organisation politico-militaire Montoneros et les membres de la Jeunesse Péroniste de la Tendance Révolutionnaire. Kirchner, se présentant tout à la fois comme un Argentin, un militant, mais aussi comme le président de la République, ne peut se revendiquer du *setentisme*, sans mentionner – brièvement – les erreurs de ce mouvement (« se trompa ») qui prônait l'action violente afin de favoriser le retour au pouvoir du général Juan Domingo Perón. Cependant, excepté ce rappel succinct, nous sommes confrontée à l'exaltation de la grandeur de l'attitude morale de cette génération, d'un passé de militant *setentiste* » et à l'encensement des faits épiques et de la gloire des années soixante-dix, ce qui donne lieu à un « rétro-futur » historique, antérieur au déroulement des événements (Palermo, 2004 : 186). L'un des lieux communs mobilisés par Kirchner revoie donc à la figure mythique du héros : le culte du courage, de la bravoure, l'éthique du sacrifice extrême définissent les militants des années soixante-dix comme des héros embarqués dans une tâche épique, donnant lieu à une « éthique de la conviction » dans le discours de Néstor Kirchner (Montero, 2007 : 5).

Avec l'émergence du leadership kirchnériste, le pilier du refondationnalisme s'incarne dans une attitude, un esprit de lutte en vue de la constitution d'un avenir édifié sur les valeurs supérieures de la dignité qui, de manière mythique, serait celles de la génération des années soixante-dix. Il est vrai qu'après la crise qu'a connue l'Argentine au cours de 2001-2002, le péronisme « ne trouve pas facilement un âge d'or auquel se référer, il ne peut revenir imaginativement à une époque glorieuse passée, mais si, en revanche, à une attitude d'or, celle de la lutte, celle de la volonté, celle du nationalisme sain »⁷ (Palermo, 2007 : 407).

La révision du passé entreprise par Néstor Kirchner passe donc par l'association entre le passé proche et celui plus éloigné pour se présenter comme le premier et l'unique gouvernement dont la politique de révision du passé est véritable par une politique conciliant vérité et mémoire, les autres ne consistant qu'en des essais avortés. Pour ce faire, Kirchner en appelle aux valeurs de la génération des années soixante-dix, sa génération, porteuse d'une idéologie que les gestions précédentes avaient délaissée et qui parvient au gouvernement grâce à ce président.

En guise de conclusion

Si, chez Carlos Menem, nous avons pu voir une tentative d'effacement de l'histoire, de renonciation à la mémoire pour parvenir à la réconciliation et à l'unité nationale, l'analyse du « corpus Kirchner » nous donne à voir un processus contraire : le rappel constant de l'histoire, le devoir de mémoire sont érigés en bannières de ce nouveau gouvernement dans une tentative de ré-mémoriser la société argentine, seul procédé capable de donner naissance à un nouveau pays. Deux mémoires, ou dé-mémoires sont donc en compétition ici pour s'attribuer le sens à octroyer au passé, au présent et au futur de l'Argentine, deux voies ont été proposées à la société : l'oubli contre une « sur-mémoire », et chacune de ces voies donne à voir la constitution d'un imaginaire ménémiste ou kirchnériste.

¹À l'exception notable de Fernando de la Rúa, qui fut président de l'Argentine du 10 décembre 1999 au 20 décembre 2001, date de sa démission dans un contexte de crise généralisée.

²Le mythe du destin de grandeur auquel le pays serait promis, qui s'inspire de l'image originelle de civilisation et barbarie, est un trait récurrent du discours politique argentin, et ce, particulièrement depuis le début du XX^e siècle quand l'Argentine était le « grenier du monde » et possédait des taux de croissance très élevés, comparables à ceux des pays développés du « premier monde », pour reprendre une terminologie emblématique de la rhétorique de Carlos Menem. Pour plus d'informations, se reporter à Svampa (2006).

³Toutes les citations ont été traduites par nos soins.

⁴Le terme « *indulto* » en espagnol se réfère à la grâce présidentielle qui permet d'exempter quelqu'un d'une sanction pénale. Ce terme est également utilisé pour nommer le pardon que peut octroyer un président ou un mandataire pour annuler, réduire ou changer une peine. Par conséquent, la grâce peut être considérée comme un moyen pour éliminer une responsabilité dans le domaine pénal, raison pour laquelle elle se différencie de l'amnistie qui suppose le pardon de la faute, alors que la grâce implique le pardon de l'accomplissement de la peine bien que la personne concernée continue à être considérée coupable.

⁵La première, adoptée le 24 décembre 1986 par le parlement argentin, est la loi dite « du point final », qui fixe à 60 jours le délai de prescription des délits et crimes commis à l'encontre du droit international. Sous la pression continue des militaires suite au premier soulèvement militaire en avril 1987, la « rébellion de la semaine sainte », Alfonsín fit aussi adopter le 8 juin 1987 une seconde loi d'amnistie dite « d'obéissance due » qui exempte de poursuites tous les subalternes militaires ayant obéi aux ordres, en-dessous du grade de lieutenant-colonel (le seul délit non couvert par ces lois était l'enlèvement et l'appropriation d'enfants).

⁶Puisque, comme l'indique bien Aboy Carlés, « ni la démocratie naissante n'avait gardé le silence face à la terreur, mais, au contraire, elle avait amené sur le banc des accusés ses plus hauts responsables dans des circonstances beaucoup plus difficiles que celles actuelles, ni les Forces Armées ne furent disciplinées lors de la dernière biennale, mais, à travers d'un long et contradictoire processus qui débuta lors de la gestion d'Alfonsín et se poursuivit avec celle de Menem » (2005 : 21).

⁷Quant à l'expression « revenir à un nationalisme sain », elle revient à José Nun qui en soutenait la nécessité avant d'accéder à la charge de secrétaire de la Culture du gouvernement national de Néstor Kirchner (*Clarín*, 26 janvier 2003 ; *Página/12*, 9 février 2003).

Références bibliographiques

ABOY, Carlés, « Populismo y democracia en la Argentina contemporánea. Entre el hegemonismo y la refundación », *Estudios Sociales*, n° 28, 2005, p. 125-150.

ARISTOTE, *Rhétorique*, texte établi et traduit par Jean Lauxerois, Paris, Pocket, 2007, 288 p.

CASTORIADIS, Cornelius, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975, 498 p.

FEBVRE, Lucien, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1992 [1953], 456 p.

MAINGUENEAU, Dominique, *Les termes clés de l'analyse du discours*, Paris, Éditions du Seuil, coll. Points Essais. 2009 [1996], 143 p.

MONTERO, Ana Soledad, « Memorias discursivas de los '70 y ethos militante en la retórica kirchnerista (2003- 2006) », Journées des Jeunes Chercheurs de l'Institut Gino Germani, Université de Buenos Aires, 2007. Disponible sur :

http://webiigg.sociales.uba.ar/iigg/jovenes_investigadores/4jornadasjovenes/EJES/Eje%205%20Politica%20Ideologia%20Discurso/Ponencias/MONTERO%20Ana%20Soledad.pdf

PALERMO, Vicente, « Entre la memoria y el olvido : represión, guerra y democracia en la Argentina », dans Novaro, Marcos et Palermo, Vicente (dir.), *La historia reciente. Argentina en democracia*, Buenos Aires, Edhasa, 2004, p. 169-191.

PALERMO, Vicente, *Sal en las heridas. Las Malvinas en la cultura argentina contemporánea*. Buenos Aires, Sudamericana, 2007, 480 p.

PERELMAN, Chaïm et OLBRECHTS-TYTECA, Lucie, *Traité de l'argumentation, La Nouvelle Rhétorique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2008 [1958], 740 p.

SIGAL, Silvia et KESSLER, Gabriel, « Comportements et représentation face à la dislocation des régulations sociales : l'hyperinflation en Argentine », *Culture et Conflits*, n° 24-25, 1997, p. 35-72.

SVAMPA, Maristella, *El dilema argentino, Civilización o barbarie*, Buenos Aires, Taurus, 2006, 420 p.